

Le Temps

I. Le Temps. 1930-11-26.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

REVUE DE LA PRESSE

PRESSE PARISIENNE

La République consacre un grand article à l'incident du Junker G-38. Ce journal relève la gravité des déclarations faites par l'aviateur allemand, et voit dans la polémique soulevée à un journal espagnol, des déclarations lues hier à Genève par M. Massigli. Et l'organe de M. Daladier reconnaît comme indéniable que les Allemands construisent les plus formidables engins de guerre qu'il eût connus jusqu'ici. En présence de cette situation, que doit faire la France ?

HENRI LAMIEL,
député du Calvados.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Élection législative

ALPES-MARTIMES. — M. Jean Guiler, secrétaire de la Fédération républicaine de France, annonce officiellement qu'il sera candidat à l'élection législative de Cannes, le 14 décembre prochain. On sait qu'il s'agit de pourvoir au remplacement de M. André Sarrailh, décédé. Sont également candidats MM. Louis Dreyfus et Jean Pierre, républicains de gauche; Garino, socialiste, S.F.I.O.

Elections municipales dans l'Oise

La commune de Marny, important faubourg ouvrier de Compiègne, qui a appelé dimanche à son conseil municipal, a élu dimanche à son conseil municipal, une récente liste municipale. Lors des fêtes qui marquèrent, il y a quelques mois, à Compiègne, la célébration du V^e centenaire de Jeanne d'Arc, un cortège devait parcourir le territoire de Marny; c'est en effet sur le territoire de cette commune que Jeanne est tombée en défendant Compiègne. Or le maire radical socialiste de Marny, M. Sarazin, interdit l'accès de la commune au drapeau en costume de chœur et les fêtes prévues n'eurent pas lieu. L'attitude du maire fut vivement critiquée et l'affaire eut sa répercussion au conseil municipal; finalement, et après maintes hésitations, M. Sarazin se démit.

Aux élections complémentaires de dimanche, cinq listes sont parties les suffrages de 43 votants sur 1,414 inscrits. Une liste d'Union républicaine et de défense des intérêts communaux avait été constituée par d'anciens combattants. Elle représentait, sous le patronage de la municipalité municipale, le désir d'union nationale de l'opinion publique, qui contre la politique de démissionnisme, elle arrive en tête avec un chiffre de 308 à 405 voix. Sur le même terrain, la candidature isolée d'un industriel de la ville, M. Grignon, rallie 217 suffrages. Une liste d'anciens combattants, avec un programme analogue, en groupe de 43 à 48, tandis que parmi les amis du maire démissionnaire, la liste de la Fédération radicale socialiste à laquelle il appartenait obtint de 184 à 192 voix et la liste du parti socialiste S.F.I.O. de 112 à 122.

L'AFFAIRE OUSTRIC ET SES CONSÉQUENCES

Au Palais de Justice

M. Brackhoff, aujourd'hui, interroger M. Oustric sur les faits qui ont donné lieu à une inculpation contre lui pour infraction à l'article 419. Le financier sera appelé à expliquer comment il a pu, depuis plusieurs mois, assurer et maintenir la hausse des matières premières, de son groupe. Outre les mesures de réquisitionnement, des saisies ordonnées par M. Brackhoff, et exécutées par M. Lefebvre, celui-ci a apposé les scellés sur les coffres-forts de M. Oustric dans diverses banques, et sur plusieurs meubles contenant les archives et la comptabilité. L'inventaire en sera fait ultérieurement.

En province

La fermeture de la banque Oustric a entraîné celle d'une société qui exploitait, à Nevers, une usine de fabrication de soie artificielle et qui avait des intérêts dans cette banque. De ce fait cinq ouvriers et ouvrières vont se trouver sans travail.

A L'HOTEL DE VILLE

CONSEIL MUNICIPAL

Secours à des sinistrés. — Après les allocutions prononcées au début de la séance et que nous avons analysées dans nos dernières nouvelles, le Conseil municipal a voté, par 15 voix contre 1, des propositions, l'une de M. Castellaz, tendant, dans un esprit de solidarité tangible, à associer matériellement la ville de Paris à la réparation de la catastrophe de Lyon; l'autre du préfet de la Seine ayant le même objet, en faveur des sinistrés de Bretagne. Il appartiendra aux bureaux de l'Assemblée et à celui du comité du budget de fixer la quotité.

La création d'un institut dentaire. — M. Eastman, citoyen américain, ayant proposé à la ville de Paris de donner 25 millions pour la création d'un institut dentaire, pour le soins de la bouche aux enfants. MM. Albert Besson et Joly ont rédigé sur cette généreuse et utile donation un rapport, concluant à l'acceptation, conformément au mémoire du préfet de la Seine.

Le rapport est plus particulièrement développé par le docteur Besson. Il s'agit de considérer les préoccupations médicales modernes : il se propose d'éviter d'abord et de soigner, ensuite, les affections dentaires d'après les progrès réalisés au cours de ces dernières années.

Initiative de M. Eastman, ajoute le rapporteur, méritent d'être encouragées. L'inspiration de considérations particulièrement intéressantes et utiles; par son but, elle est appelée à rendre service à notre population scolaire les plus grands services; en généralisant et en facilitant la pratique des méthodes scientifiques de prophylaxie dentaire, elle apportera à la santé de l'enfant une contribution sérieuse; elle pondra certainement à la noble et généreuse inspiration du donateur et sera la juste récompense de ses efforts.

A son tour, M. Joly, rapporteur, intervient pour demander que le don soit accepté et que le donateur en soit remercié. De leur côté, le docteur Lohmann, MM. Béguin, Fleuret, Galliard, Flanck, Deville, appuient les conclusions du rapporteur. Le Conseil, à l'unanimité, rend hommage au geste généreux de M. Eastman et décide d'accepter le principe de la donation, étant entendu que les conditions définitives en seront arrêtées d'accord avec M. Eastman et les autorités compétentes de la ville de Paris.

Pour l'avenir, permettre au pays d'envoyer à la fois l'œuvre bienfaisante accomplie par la Société de la Légion d'honneur.

Une lettre du cardinal Verdier

au général de Castelnau

A l'occasion de l'Assemblée générale que tiendra prochainement la Fédération nationale catholique, le cardinal Verdier vient d'adresser au président de cette association, le général de Castelnau, une lettre dans laquelle il lui affirme l'intérêt qu'il porte à l'activité de la fédération.

Au fur et à mesure que la fédération a progressé dans ses activités, elle a pu, à l'occasion de la réunion du cardinal Verdier, elle s'est révélée comme une masse judicieusement organisée, puissamment armée dans chaque diocèse, comme une force cohérente et disciplinée au service de l'action catholique. Se plaçant en dehors et au-dessus des partis politiques, elle a la politique de la paix, en plein accord avec la hiérarchie ecclésiastique, dans le domaine capital de la doctrine, elle a su prendre avec fermeté et prudence, dans le seul intérêt de la restauration chrétienne du pays, les initiatives qu'imposent les circonstances de la vie nationale.

La lettre se termine ainsi :
Au cours de l'inoubliable audience accordée aux pèlerins français le 29 décembre 1929, à Notre-Dame de Lourdes, M. A. a daigné encourager, stimuler et bénir le labeur constant de l'organisation fédérative créée en France au service de l'action catholique. Sous ces auspices, la prochaine assemblée générale sera, il faut l'espérer avec confiance, une nouvelle étape dans l'œuvre de restauration chrétienne entreprise en France par la Fédération nationale catholique.

Distinctions anglaises

aux sauveurs du « R-101 »

L'ambassade d'Angleterre nous communique la note suivante :
Le roi d'Angleterre, ayant décidé de décerner des décorations à un certain nombre de personnes qui ont pris part aux opérations de sauvetage lors de la catastrophe du « R-101 », l'ambassadeur d'Angleterre, remettra les insignes de ces décorations à l'hôtel de ville de Beauvais, le mercredi 3 décembre.

En même temps, lord Tyrrell remettra aux villes françaises de la région, ainsi qu'à l'hôtel de Beauvais et à un certain nombre de personnes qui ont rendu service à cette occasion, des témoignages de la gratitude du gouvernement anglais.

La liste de ceux à qui le roi est heureux de décerner des décorations et de ceux qui recevront des médailles, se trouve dans la lettre de l'ambassadeur à été adressée à ceux qui rendront des services, et le texte de la note au ministre des affaires étrangères exprimant toute la gratitude du gouvernement anglais pour l'aide si efficace et la magnifique démonstration de sympathie de la France, seront publiés le 3 décembre.

Journée parlementaire

LA CHAMBRE

Les crédits militaires
La Chambre reprend cet après-midi la discussion, amorcée les 8 et 9 juillet dernier, du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1930-1931, pour les besoins de la défense nationale. Le budget total des crédits de paiement prévus dans ce projet est de 650 millions ainsi répartis : guerre, 280 millions, dont 180 pour l'artillerie; marine, 120 millions; air, 250 millions, dont 229 pour le matériel (cellules 96, cellules 97, cellules 98).

D'autre part, le projet autorise, dans les trois départements de la défense nationale, des engagements de dépenses pour une somme totale de 476 millions ainsi répartis : guerre, 320 millions (artillerie 230, génie 77, poudre 10, etc.); marine, 35 millions; air, 100 millions (cellules et moteurs).

Les orateurs mandatés qui sont encore inscrits dans la discussion générale sont : M. Renaudel, socialiste; Mandel, indépendant; Cachin, communiste; le colonel Pétot, républicain de gauche; le colonel Pétot, républicain de gauche; le colonel Pétot, républicain de gauche; le colonel Pétot, républicain de gauche.

CORRESPONDANCE

Le directeur du Temps a reçu la lettre suivante :

Paris, le 21 novembre 1930.

Monsieur le directeur,

Dans un article relatif aux assurances sociales, le Temps du 15 novembre, commentant la proposition de résolution que j'ai déposée sur le bureau de la Chambre, porte sur l'exposé des motifs un jugement de la bienveillance que je tiens à le lui remercier, mais n'admette la répétition de nos données, cet exposé a une conséquence logique en ce qu'il démontre l'absence pure et simple de la loi.

Il ajoute que le subordonnement de l'exécution de celle-ci aux « caprices de l'administration » en laissant subsister les situations qui nous importent.

Permettez-moi de vous dire que la loi n'a pas été ma pensée, puisque, constatant que la loi a été jugée appliquée « sans coercition et sans contrainte », je demande formellement qu'il continue à en être ainsi jusqu'à ce que le suffrage universel ait définitivement exprimé son opinion.

Permettez-moi de vous dire que la loi n'a pas été ma pensée, puisque, constatant que la loi a été jugée appliquée « sans coercition et sans contrainte », je demande formellement qu'il continue à en être ainsi jusqu'à ce que le suffrage universel ait définitivement exprimé son opinion.

C'est, je crois, la première fois qu'un ministre manifeste l'intention de baser des poursuites sur des mentalités.

Si ma proposition est adoptée, cette éventualité si tendancieuse, si arbitraire, si contraire aux principes de la démocratie, sera écartée.

Je voudrais aussi dire, que dans la Chambre, l'absence de la minorité de dix-sept voix qui a repoussé la loi pourrait se transformer en majorité, j'ai poursuivi un double but :

Pour le présent, maintenir à la loi du 30 avril 1930 le caractère facultatif qui résulte de la loi du 30 avril 1930.

Pour l'avenir, permettre au pays d'envoyer à la fois l'œuvre bienfaisante accomplie par la Société de la Légion d'honneur.

Le directeur du Temps a reçu la lettre suivante :

Paris, le 21 novembre 1930.

Monsieur le directeur,

Dans un article relatif aux assurances sociales, le Temps du 15 novembre, commentant la proposition de résolution que j'ai déposée sur le bureau de la Chambre, porte sur l'exposé des motifs un jugement de la bienveillance que je tiens à le lui remercier, mais n'admette la répétition de nos données, cet exposé a une conséquence logique en ce qu'il démontre l'absence pure et simple de la loi.

Il ajoute que le subordonnement de l'exécution de celle-ci aux « caprices de l'administration » en laissant subsister les situations qui nous importent.

Permettez-moi de vous dire que la loi n'a pas été ma pensée, puisque, constatant que la loi a été jugée appliquée « sans coercition et sans contrainte », je demande formellement qu'il continue à en être ainsi jusqu'à ce que le suffrage universel ait définitivement exprimé son opinion.

Permettez-moi de vous dire que la loi n'a pas été ma pensée, puisque, constatant que la loi a été jugée appliquée « sans coercition et sans contrainte », je demande formellement qu'il continue à en être ainsi jusqu'à ce que le suffrage universel ait définitivement exprimé son opinion.

C'est, je crois, la première fois qu'un ministre manifeste l'intention de baser des poursuites sur des mentalités.

Si ma proposition est adoptée, cette éventualité si tendancieuse, si arbitraire, si contraire aux principes de la démocratie, sera écartée.

Je voudrais aussi dire, que dans la Chambre, l'absence de la minorité de dix-sept voix qui a repoussé la loi pourrait se transformer en majorité, j'ai poursuivi un double but :

Pour le présent, maintenir à la loi du 30 avril 1930 le caractère facultatif qui résulte de la loi du 30 avril 1930.

Pour l'avenir, permettre au pays d'envoyer à la fois l'œuvre bienfaisante accomplie par la Société de la Légion d'honneur.

remment immortels, l'abondance des idées et des figures, la grâce des mélodies, la transparence de l'écriture, l'arrangement des timbres sont un enchantement. Celui qui l'autre soir terminait le programme était un *serenata notturna* pour deux petits orchestres. Mozart l'a-t-il écrit pour souhaiter le nouvel an à sa sœur, ou aux filles de la comtesse Lodron ? On ne sait. Chaque orchestre n'est que le quatuor; le second, renforcé d'une batterie, ne fait qu'être qu'une réponse en écho au premier. Représentez-vous la fantasia, le charme un peu étrange de cette réponse arrivant de loin. A Salzbourg, par les belles nuits d'été, le serenata se joue en plein air, aux chandeliers. Sur le dernier accord, le chef d'orchestre souffle la bougie de son pupitre, et tous les musiciens l'imitent. Tout disparaît. Le rondo s'évanouit dans l'ombre.

HENRY BIDOU.

NOUVELLES DU JOUR

Au quai d'Orsay

M. Aristide Briand a reçu hier après-midi M. de Marilly, ambassadeur de France à Berne.

Adresse à M. Aristide Briand

Le ministre des affaires étrangères a reçu l'adresse suivante :

Sous la présidence d'honneur des sénateurs Dalbiez et Rameil, les militants du parti radical et radical socialiste de la circonscription électorale de Cérét, réunis en congrès pour la désignation d'un candidat en vue de la prochaine élection législative, adressent à M. le président Briand l'expression de leur profond respect, le félicitent de poursuivre sans hésitation et avec ténacité l'œuvre de paix à laquelle l'histoire attachera de gloires sans nom.

Interprètes de toutes les populations républicaines du Roussillon, les militants radicaux et radicaux socialistes de Cérét se sont décidés à se faire représenter par un député qui saura, en toutes circonstances, collaborer sans équivoque à une action parlementaire correspondant en toute clarté aux idées et aux principes dont M. le président Briand est la personnification aux yeux du monde entier.

Les cérémonies anniversaires

de la mort de Clemenceau

Ainsi que nous l'avons dit, aux Dernières nouvelles, plusieurs cérémonies ont eu lieu, hier, à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Georges Clemenceau. A l'Ar de Triomphe, après le pèlerinage de M. André Tardieu, des fleurs rapportées du Colombie par des admirateurs et amis du « Père la Victoire », avaient été déposées sur la tombe de Soliman, l'ancien cours d'une émouvante cérémonie présidée par le général Morand, entouré d'anciens combattants de la Vendée.

Al Colombie, des gerbes de fleurs ont été déposées sur la tombe de Georges Clemenceau, devant laquelle en dehors des membres de la famille et de la société d'entraide, il a été procédé à la lecture de lettres et de télégrammes. Des délégations se sont inclinées : membres du conseil municipal de la commune, accompagnant le maire; conseil municipal de Moulouren-en-Pareds; anciens combattants de la commune qui vit native Clemenceau, etc.

La reine d'Espagne à Paris

La reine d'Espagne, accompagnée des infantes Béatrice et Marie-Christine, est arrivée hier à Paris, à 17 h. 35, venant d'Angleterre.

Elle a été saluée à sa descente de wagon par le général Lasseran, au nom du président de la République, par le haut personnel de l'ambassade et toute la colonie espagnole.

La réforme de la comptabilité publique

On nous communique la note suivante :

La commission de réforme de la comptabilité publique a tenu sa troisième séance plénière, sous la présidence de M. Maurice Pécresse, sous-secrétaire d'Etat au budget.

Sur la proposition de sa sous-commission, elle a adopté un projet tendant à coordonner et à renforcer le contrôle des finances publiques ainsi qu'à modifier les règles d'épurement de certaines comptabilités.

A la Société de la Légion d'honneur

La société d'entraide de la Légion d'honneur a tenu sa séance du 21 novembre, sous la présidence de M. William-Nelson Cromwell, président de la société des avocats de New-York, les deux premiers exemplaires de la médaille qu'elle a décidé de décerner à ceux de ses bienfaiteurs qui lui auront rendu les plus éminents services. Cette distinction a été attribuée aussi à M. Georges Blum, qui, retenu en Amérique, n'a pas pu assister à la cérémonie à laquelle a donné lieu, hier, la remise des premières médailles.

Cette manifestation a eu lieu à 16 heures, à la salle d'attente de la gare d'Orléans. L'arrivée de M. Bré, ancien chef d'état-major général de la marine, président de la Société de la Légion d'honneur qui fut fondée, on le sait, par le général Dubail, était entourée du conseil d'administration de la société, du colonel Petit, secrétaire général de la grande chancellerie, et de nombreuses personnalités.

En son nom et au nom des 50.000 légionnaires de l'association, l'amiral Le Bris a exprimé la reconnaissance à laquelle ont droit les bienfaiteurs de la Légion d'honneur. Il a rappelé que la médaille « serait toujours décernée avec une grande parcimonie et ne récompenserait que des services tout à fait exceptionnels ». Évoquant la carrière du général Dubail, l'amiral Le Bris a dit :

Des récompenses plus magnifiques ont marqué la belle carrière du grand chef que nous admirons, mais nous sommes venus rendre hommage à ceux qui ont laissé par leur exemple l'honneur de leur pays.

Après avoir donné l'accolade au grand-chancelier, l'amiral Le Bris a associé au nom du général Dubail celui de M. William-Nelson Cromwell, « philanthrope éclairé », et celui de M. Georges Blum, « homme d'État », qui, avec sa femme, collaboratrice de tous ses nobles actes, ont fondé trois fils dans la maison de retraite de la société d'entraide.

Dans la réponse qu'il a adressée à l'amiral Le Bris, le général Dubail a fait l'éloge des deux bienfaiteurs de la Légion d'honneur et remercié tous ceux qui l'honneur de la Légion d'honneur ont été confiés à leur dévouement.

Le prodigieux développement de la musique mécanique qui, en enrichissant tant d'industriels, a causé la ruine de tant de musiciens, sont cause que beaucoup d'entre eux, qui déjà vivaient péniblement, voient avec terreur accourir à leur foyer la gêne et peut-être la misère.

En effet, un compositeur illustre, arrivé au plus haut de sa carrière (l'autre jour, dit-on, il venait de recevoir, le 1^{er} octobre 1930, un traitement annuel de 18.000 francs. Un professeur du Conservatoire qui débute à 7.000 francs ne peut en aucun cas prétendre à des appointements annuels supérieurs à 18.000 francs. Or, un modeste professeur de dessin qui enseigne dans les lycées de Paris ou de Seine-et-Oise débute à 22.000 francs et peut atteindre au traitement de 42.000 francs. Et une simple maîtresse de chant attachée aux menus emplois du conservatoire, à 3.000 francs, peut finir à 33.000 francs, elle a droit, en plus, aux indemnités de résidence et à celles prévues pour charges de famille, — indemnités qu'on refuse aux professeurs du Conservatoire. Une telle inégalité va jusqu'à l'extrême.

En donnant notre attention aux diverses singularités de cette organisation étrange on aperçoit pour quels motifs la plupart de nos grands artistes se désintéressent de l'enseignement musical; on distingue aussi les causes du recrutement peu à peu fait de nos musiciens, par ailleurs de nouveaux périls menacent notre école lyrique. Le cinématographe sonore a permis le licenciement à peu près général des musiciens d'orchestre. Nos compositeurs pâtissent du même coup. Ils touchaient hier des droits sur les exécutions fragmentaires de leurs ouvrages symphoniques dans les petites salles. Ils sont obligés d'y renoncer aujourd'hui. Les films parlants, pour la plupart de provenance étrangère, nous arrivent avec des partitions réduites à l'état de simples projections lumineuses, et les droits d'auteur qu'on en tire sont minimes.

Le disque et la T. S. F. n'ont pas manqué, de leur côté, de décourager les vocations musicales. Pourquoi s'astreindre à l'étude des éléments complexes de la musique et de son exécution, quand, par les moyens de la musique mécanique, on peut éprouver la jouissance souhaitée sans dérangement ni fatigue ? Pourquoi obliger les enfants et les adolescents, pendant leurs ingénieux loisirs, à apprendre à jouer d'un instrument quelconque, à pénétrer les secrets du langage musical ?

Ainsi, du fait de nos dirigeants, parcimonieusement à l'excès pour tout ce qui est d'enseignement d'art et du fait de la musique mécanique, les compositeurs et professeurs de sciences et instrumentistes sont réduits à la misère. Les statistiques nous font déjà prévoir dans quinze ans l'arrêt total de la veine musicale en France. Après cet intervalle, fatal à nos créateurs lyriques, nous ne pourrions plus recevoir que des productions américaines. Car, à l'encontre de ce qui se fait chez nous, les compositeurs, les professeurs de musique et les instrumentistes connaissent aux États-Unis des années de fortune. Les conservatoires de musique poussent sur le sol américain comme des champignons après l'orage. On s'attache le personnel enseignant avec des chaînes d'or. On l'entoure d'une courtoisie grandiose. Les résultats de cette politique d'abandon, excitée par l'émulation, ne se sont pas fait attendre. Des maintenant les quatre cinquièmes des droits perçus pour la musique aux représentations cinématographiques sont distribués aux compositeurs du Nouveau-Monde. Cette marche ascendante est loin d'être arrêtée.

M. Armand Bournoville a jeté nos sans raison un cri d'alarme. Son enquête douloureuse est irréversible. Nous voyons notre école musicale, si riche et si variée, aller chaque jour un peu plus vers sa perte. Sans aucun renchérissement de conclusions, on peut déjà envisager la fin prochaine. Comment paier à ce licenciement mortel à notre culture, à notre prestige, à notre force intellectuelle et productive ?

Nous nous obligeons pas davantage dans la mauvaise voie que nous avons suivie jusqu'à présent. L'importance de la musique est surabondamment démontrée par mille circonstances qu'on peut relever dans notre époque encombée. L'atmosphère artistique du monde est modifiée. Soyons en état de comprendre la vie collective qui s'annonce. Tenons-nous du moins au niveau.

Le directeur du Temps a reçu la lettre suivante :

Paris, le 21 novembre 1930.

Monsieur le directeur,

Dans un article relatif aux assurances sociales, le Temps du 15 novembre, commentant la proposition de résolution que j'ai déposée sur le bureau de la Chambre, porte sur l'exposé des motifs un jugement de la bienveillance que je tiens à le lui remercier, mais n'admette la répétition de nos données, cet exposé a une conséquence logique en ce qu'il démontre l'absence pure et simple de la loi.

Il ajoute que le subordonnement de l'exécution de celle-ci aux « caprices de l'administration » en laissant subsister les situations qui nous importent.

Permettez-moi de vous dire que la loi n'a pas été ma pensée, puisque, constatant que la loi a été jugée appliquée « sans coercition et sans contrainte », je demande formellement qu'il continue à en être ainsi jusqu'à ce que le suffrage universel ait définitivement exprimé son opinion.

Permettez-moi de vous dire que la loi n'a pas été ma pensée, puisque, constatant que la loi a été jugée appliquée « sans coercition et sans contrainte », je demande formellement qu'il continue à en être ainsi jusqu'à ce que le suffrage universel ait définitivement exprimé son opinion.

C'est, je crois, la première fois qu'un ministre manifeste l'intention de baser des poursuites sur des mentalités.

Si ma proposition est adoptée, cette éventualité si tendancieuse, si arbitraire, si contraire aux principes de la démocratie, sera écartée.

Je voudrais aussi dire, que dans la Chambre, l'absence de la minorité de dix-sept voix qui a repoussé la loi pourrait se transformer en majorité, j'ai poursuivi un double but :

Pour le présent, maintenir à la loi du 30 avril 1930 le caractère facultatif qui résulte de la loi du 30 avril 1930.

Pour l'avenir, permettre au pays d'envoyer à la fois l'œuvre bienfaisante accomplie par la Société de la Légion d'honneur.

A LA TABLE DU PRINCE ÈVÈQUE

Chronique

A LA TABLE DU PRINCE ÈVÈQUE

Le cadre spacieux, l'air de bonne façon, le style confortable de la salle d'Orléans. Quatre cents fauteuils du meilleur ton, aimant la musique et réunis dans une société d'études, dont d'excellents artistes ont assumé le travail. Sur l'estrade, un petit orchestre d'une trentaine de musiciens. Au milieu d'eux, Félix Rangel, fouettant en cheveux illuminés, mon garçon et joyeux, conduisant avec une précision nerveuse et un tendre ravissement, et, sans même qu'il se retourne vers eux, interdisant aux spectateurs d'applaudir, par de petits mouvements de la main, derrière les reins.

Était-ce un concert ? Je ne vous en parlerais pas. Une invite au réveillon. Ce petit orchestre, c'était celui de princes ecclésiastiques allemands, à la fin du dix-huitième siècle. Ces grands seigneurs vivaient en musique. Deux d'entre eux eurent la chance d'avoir, pour composer leurs sérénades, leurs divertissements et jusqu'à leurs marches qui accompagnaient les plats de leur dîner, un enfant de génie. Et c'est pourquoi la Société des études mozartiennes, en tirant de l'œuvre juvénile du maître quelques-uns de ses œuvres légères, nous a fait revivre la vie de cour à Salzbourg, aux environs de 1770.

C'est cette période de 1774 à 1777 que le concert de la Société des études mozartiennes nous a fait connaître. Un seul morceau, un magnifique andante pour flûte et orchestre, une espèce de polka d'opéra d'ailleurs d'une liberté et d'une émotion extraordinaires, était postérieur au départ de Salzbourg. Le reste, marches, sérénades, divertissements, nocturnes, écho pour deux petits orchestres, appartenait à cette période où Mozart est occupé de son service à la chapelle du prince archevêque, et où, après son départ à Munich, après la composition et le triomphe de la *Finta giardiniera*, il donne dans la musique légère et mondaine. Dans la rigoureuse classification des saisons mozartiennes, qui est due à Wyzawa et Saint-Fox, cette phase, qu'ils appellent « le triomphe de la galanterie », occupe la vingt et unième période, et correspond à l'année 1775. La vingt-deuxième période coïnciderait avec les vingt ans de Mozart, et la plus grande partie de l'année 1770. Il paraîtrait que cet âge aurait beaucoup changé : « La nature, disent ces deux auteurs, nous a fait connaître, dans les circonstances extérieures, conséquemment on ne peut s'abandonner tout entier à cette influence irrésistible de la vingtième année, et le délicieux printemps qui, depuis longtemps déjà, s'annonçait et se préparait dans son cœur de poète, voici qu'il s'épanouit librement, juvénilement, avec un mélange incomparable de fraîcheur et de flamme juvéniles ! » Cette floraison de poésie nous a valu le magnifique adagio pour violon qu'on nous a fait entendre, et qui contenait, si l'arrangement, en effet, avec les aimables récréations qui formaient le reste du programme.

Ces récréations sont au surplus charmantes. M. de Saint-Fox, dans son grand ouvrage, s'était montré assez sévère pour ces pièces galantes. Ces années de 1773 et 1775 auraient dû être Mozart du grand style symphonique. Par un piquant retour des choses, c'est pourtant M. de Saint-Fox qui, dans de jolies et subtiles notices, a présenté au public ces « délicieuses vides ». Il est certain qu'il n'est pas de Mozart, et que leur grâce s'est accrue d'un enchantement. Pendant deux heures, nous avons vécu dans la ville si primièrement épiscopale, et si ecclésiastiquement roccoco.

A cette époque, Salzbourg, comme Vienne, bourdonnait de musique. Tout ce qui comptait par le rang et la fortune se piquait d'avoir sa chapelle et de faire entendre des ouvrages inédits, composés pour la circonstance. Comme il ne s'agissait pas seulement de fêtes de famille ou de réjouissances solennelles, mais qu'on voulait de la musique neuve pour le dîner ou pour la réunion du soir, il se faisait un concert, un consommation d'œuvres nouvelles. Joseph Haydn, maître de chapelle, se faisait tancer, en 1765 et 1766, par le prince de Saltsburg, et si ecclésiastiquement roccoco.

Ces récréations sont au surplus charmantes. M. de Saint-Fox, dans son grand ouvrage, s'était montré assez sévère pour ces pièces galantes. Ces années de 1773 et 1775 auraient dû être Mozart du grand style symphonique. Par un piquant retour des choses, c'est pourtant M. de Saint-Fox qui, dans de jolies et subtiles notices, a présenté au public ces « délicieuses vides ». Il est certain qu'il n'est pas de Mozart, et que leur grâce s'est accrue d'un enchantement. Pendant deux heures, nous avons vécu dans la ville si primièrement épiscopale, et si ecclésiastiquement roccoco.

A cette époque, Salzbourg, comme Vienne, bourdonnait de musique. Tout ce qui comptait par le rang et la fortune se piquait d'avoir sa chapelle et de faire entendre des ouvrages inédits, composés pour la circonstance. Comme il ne s'agissait pas seulement de fêtes de famille ou de réjouissances solennelles, mais qu'on voulait de la musique neuve pour le dîner ou pour la réunion du soir, il se faisait un concert, un consommation d'œuvres nouvelles. Joseph Haydn, maître de chapelle, se faisait tancer, en 1765 et 1766, par le prince de Saltsburg, et si ecclésiastiquement roccoco.

Ces récréations sont au surplus charmantes. M. de Saint-Fox, dans son grand ouvrage, s'était montré assez sévère pour ces pièces galantes. Ces années de 1773 et 1775 auraient dû être Mozart du grand style symphonique. Par un piquant retour des choses, c'est pourtant M. de Saint-Fox qui, dans de jolies et subtiles notices, a présenté au public ces « délicieuses vides ». Il est certain qu'il n'est pas de Mozart, et que leur grâce s'est accrue d'un enchantement. Pendant deux heures, nous avons vécu dans la ville si primièrement épiscopale, et si ecclésiastiquement roccoco.

A cette époque, Salzbourg, comme Vienne, bourdonnait de musique. Tout ce qui comptait par le rang et la fortune se piquait d'avoir sa chapelle et de faire entendre des ouvrages inédits, composés pour la circonstance. Comme il ne s'agissait pas seulement de fêtes de famille ou de réjouissances solennelles, mais qu'on voulait de la musique neuve pour le dîner ou pour la réunion du soir, il se faisait un concert, un consommation d'œuvres nouvelles. Joseph Haydn, maître de chapelle, se faisait tancer, en 1765 et 1766, par le prince de Saltsburg, et si ecclésiastiquement roccoco.

C